

“Le droit à la santé et à la protection sociale pour toutes et tous!”



“Ensemble, partout en Europe”

7 avril 2014: Journée Mondiale de la Santé

L'austérité nuit gravement à la santé!

Les politiques d'austérité appliquées dans toute l'Europe sont une menace pour les malades, pour la santé de la population ainsi que pour le personnel de santé, de même que pour l'ensemble des mécanismes de protection sociale dans les Etats, et en particulier pour le financement des systèmes de santé.

En Espagne, le Décret Royal 16/2012 exclut de fait l'accès aux soins pour les immigrés sans permis de séjour (sauf les urgences, la maternité et les soins pédiatriques).

Les principales conséquences des politiques d'austérité - qui forcent la baisse des dépenses publiques - ont été l'augmentation du chômage (26,5 millions de personnes), de la pauvreté (124,5 millions) et de la précarité, avec leur impact négatif sur l'état de santé de la population, l'écart qui se creuse entre le Nord et le Sud de l'Europe et l'augmentation des inégalités sociales.

Dans beaucoup de pays, les compressions budgétaires dans les systèmes de santé s'accompagnent de l'exclusion des soins pour les personnes sans protection sociale.

La couverture sociale ça peut fonctionner!

En Europe pourtant, les politiques publiques menées dans la 2ème moitié du 20ème siècle ont permis non seulement d'implanter un des meilleurs systèmes de soins au monde, accessible à tous, mais aussi et surtout d'améliorer les principaux facteurs sociaux de la santé, comme le sont l'accès au logement, l'éducation, l'emploi et la culture, le développement des transports, de l'agriculture, etc. L'objectif étant le bien-être de la population.

En Allemagne, de nombreux hôpitaux publics et non marchands sont vendus à des firmes privées.

En Pologne, la firme multinationale Fresenius est devenue propriétaire des services d'hémodialyse. C'est dorénavant le seul prestataire de soins dans le domaine.

En France, 60% de la chirurgie "froide" (sans infection et pas en urgence) est dans les mains de firmes privées à but lucratif. Ce secteur est très rentable. Les autres hôpitaux doivent garder les activités moins rentables...

Le personnel sanitaire paye la crise

Puisque le coût de la main-d'oeuvre représente jusqu'à 70% du coût sanitaire total, plusieurs pays ont imposé des compressions budgétaires sur le salaire du personnel sanitaire (15% en Grèce, 10% en République Tchèque, de 5 à 10% en Irlande, 5% en Espagne), et une suppression draconienne des postes de travail du secteur.

Les femmes et la santé

Les femmes sont doublement victimes de la crise et des mesures d'austérité. D'une part le concept de "travailleur pauvre" s'applique spécialement aux femmes forcées d'accepter des postes de travail où elles ne gagnent pas suffisamment pour vivre. D'autre part, comme de nombreuses prestations seront inaccessibles aux populations les plus pauvres, les femmes en Europe assumeront chaque fois plus de responsabilités dans les soins non rémunérés, n'ayant ainsi plus l'opportunité d'accéder à un travail rémunéré.

En Grèce la situation est catastrophique pour les femmes enceintes sans sécurité sociale, ou pour les femmes sans papiers qui doivent faire face elles-mêmes à tous les frais. Pour accoucher dans une maternité publique, il faut compter 600€ pour un accouchement normal et 1200€ pour une césarienne. Le résultat c'est que bon nombre d'entre elles quittent l'hôpital durant la nuit avec leur nouveau-né pour ne pas avoir à payer ces sommes.

Il est urgent de sauver la santé en Europe!

La santé en Europe est un bien commun à toute la population mais elle est aujourd'hui la cible des entreprises privées à but lucratif.

Parce que la santé est un bien commun à tous et à toutes, nous devons promouvoir et restaurer son financement public et collectif.

Exigeons:

- L'égalité d'accès à la santé, partout et pour toutes et tous, sans restrictions d'aucun type.
- La protection de la santé et l'amélioration des soins garantis pour toute la population.
- La participation de tous les citoyens à des services sanitaires démocratiques.
- La mise en oeuvre d'un programme européen de défense de la santé, de la protection sociale et de l'action sociale. Cela implique de mettre fin aux différents plans d'austérité mis en place dans toute l'Europe.
- Que la santé et les droits des humains l'emportent sur les questions politiques et économiques. Que la santé tout comme la sécurité sociale soient retirées de la directive "marchés publics".
- L'arrêt immédiat des négociations sur le Partenariat Transatlantique (TTIP) qui menace directement nos systèmes solidaires de santé et de sécurité sociale.
- L'amélioration de la santé à travers une base commune de droits réels pour toute la population, le droit à un emploi avec un salaire digne, le droit au logement, l'accès à l'eau potable et à l'énergie, l'égalité entre hommes et femmes, le droit à l'éducation et à la culture.
- Le respect, dans la pratique, par les gouvernements européens, la Commission et les membres du Parlement Européen, du droit à la santé pour tous.



En finir avec les inégalités dans la santé nécessite de mettre fin à la pauvreté, au chômage, à l'insécurité et à l'exclusion des 125 millions de pauvres qui existent en Europe.

Le “Réseau Européen contre la privatisation et la commercialisation de la santé et de la protection sociale” mène un combat contre le démantèlement des systèmes de santé et de protection sociale et ses conséquences pour les populations. Il regroupe des associations, des syndicats, des partis politiques et des plateformes sociales.

Le Réseau mène une campagne depuis le 7 février 2014 en rendant public son Manifeste européen. Ce Manifeste “revendicatif” a pour but d'alerter les peuples d'Europe et les professionnels de la santé sur les conséquences désastreuses des politiques de privatisation et de commercialisation qui sont appliquées partout en Europe, et d'exiger des candidats aux élections européennes un changement radical d'orientation politique en la matière.



Vous pouvez agir!

- Interpellez votre gouvernement et les candidats aux élections européennes pour qu'ils se positionnent clairement sur les politiques de santé qu'ils défendront!
- **7 avril: Journée Mondiale de la Santé**
Organisez ou participez à des actions revendicatives pour la défense de la santé durant la semaine du 2 au 8 avril!
- Profitez d'autres événements (manifestations du 1er mai) pour mettre en lumière cet enjeu électoral européen!
- Assurez une diffusion massive du Manifeste et de ses revendications!
- Informez et sensibilisez les professionnels de la santé qui subissent aussi les conséquences du démantèlement et de la privatisation des systèmes de santé!
- Faites connaître très largement cette campagne internationale auprès des jeunes, des personnes âgées, des migrants, des travailleurs, des sans-emplois... Les dangers de la privatisation de la santé sont réels pour tous!
- Opposez-vous au projet de Partenariat Transatlantique (TTIP) qui est une réelle menace pour les systèmes de santé et de protection sociale!
- Élargissez le Réseau Européen au plus grand nombre de pays et d'organisations, associations, syndicats, partis politiques... qui luttent pour la santé et contre la privatisation grâce à l'organisation et la mobilisation citoyenne.

Plus d'informations sur le Réseau ou sur le Manifeste européen sur www.sante-solidarite.be

Ou contactez-nous à l'adresse sebastian.franco@sante-solidarite.be

Ed. Resp. S Franco- Ch. de Haecht, 53 à 1210 Bruxelles. Mars 2014